



CRISE – CROISSANCE – AUSTERITÉ¹

août-septembre 2011

Nos dirigeants, nos grands « sachant » sont-ils naïfs ? Les marchés veulent tout : l'austérité et la croissance ; le beurre et l'argent du beurre. Pour les autres, le chômage, la précarité, la souffrance, le laminage des acquis sociaux. Ils sont cyniques mais l'austérité pour combler les déficits n'a plus de sens si la croissance s'effondre. Que disent nos gourous, nos dirigeants ? Les uns attendent que la croissance tombe du ciel. En attendant Godot. D'autres comptent sur la propreté de leur maison et le AAA. Beaucoup pensent que le soleil se lève à l'Est. C'est de là que viendra le salut (je pense à Pékin pas à Moscou bien sûr). Enfin d'autres, refusant d'admettre qu'il y aurait une croissance compatible avec l'écologie, se rassurent en affirmant que la croissance, c'est fini et bien fini. Pour les pays du Nord du moins : Sic transit gloria mundi.

En tout cas, la crise perdure, résiste aux replâtrages et apparaît pour ce qu'elle est une crise systémique du capitalisme et non une crise boursière et financière. La récession est à nos portes et les milieux financiers, qui ont réclamé l'austérité envers et contre tout, proclament que l'absence de croissance, voire la récession, sont un obstacle au remboursement de la dette et plus cyniquement reconnaissent que les coupes budgétaires vont renforcer les tendances récessives.....et les déficits. Ils sont cyniques mais ils expriment une réalité. Les plans de relance lancés en 2008 ne sont pas remis en cause directement (ils avaient été réclamés à cor et à cri) mais sournoisement, indirectement, à travers le niveau de l'endettement public aujourd'hui considéré comme inacceptable et insoutenable. Mais a-t-on fait une analyse du contenu de ces plans ? de l'effectivité de leur mise en œuvre, du respect de leur ciblage ? Mais il n'est plus temps d'ergoter. Les déficits non liés à l'investissement doivent être réduits fortement en regrettant que les bonnes périodes n'aient pas été mieux utilisées pour le faire (rappelons-nous l'histoire, jugée honteuse (pourquoi ?) de la cagnotte). Enfin, n'oublions pas que si l'endettement public a rendu supportable l'endettement privé, la contrainte actuelle sur l'endettement public a toute chance de relancer l'endettement privé et de substituer des protections sociales individuelles aux systèmes collectifs type sécu, sans comparer d'ailleurs le rapport qualité-prix. Malgré le rappel à la réalité, nous baignons dans l'idéologie....

Il est étonnant que dans les médias, aucun de nos gourous ou de nos dirigeants n'évoque la question des salaires. C'est pourtant le fondement, l'un des dysfonctionnements déterminant de la crise et sans doute la solution, l'une des solutions majeures, en tout cas le seul levier qui pourrait agir pour juguler la récession et relancer la croissance. Les salaires alimentent largement la consommation des ménages, les recettes des régimes de retraite, de la Sécu et des budgets publics. Au départ, en amont de la crise, rappelons la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée, autrement dit, la déformation de la répartition entre salaires / investissements / rémunération du capital. Celle-ci, la logique financière, a dévoré la part des autres. C'est l'ogre qui s'est installé dans le système, suce le sang et provoque l'anémie généralisée.....La proposition de Lasaire est de corriger le tir : une augmentation négociée et concertée des salaires, au moins dans la zone Euro est nécessaire et serait bénéfique pour l'emploi. Les salaires évolueraient, non de façon uniforme, mais en fonction des gains de productivité de l'année, mais aussi du rattrapage des gains passés de productivité non incorporés antérieurement. Si pour l'Allemagne, la part des salaires a baissé ces dernières années (avec le développement des mini-jobs et en l'absence de SMIC national), le décrochage en France s'est produit dans les années 80. Impossible ? Quand le ciel menace de tomber sur leur tête, les responsables peuvent faire ce qu'ils disaient impossible !

Bien sûr, ceux qui parlent de la responsabilité de la dérégulation et du besoin de régulation, réglementation, nouveaux accords type Bretton Woods, ont raison ; mais les deux problèmes relèvent d'une même logique. Sans la dérégulation, sans la guerre de 70 (les années qui suivirent 1970) et la défaite

idéologique des adversaires des fous du libéralisme et de la financiarisation, le décrochage des salaires n'aurait pu se faire, s'installer durablement dans 70 % des économies de la planète ; Cette défaite a réduit la consommation et les carnets de commande, affaibli la recherche et l'investissement, diminué les recettes de la protection sociale et du budget des états, creusé les déficits, aggravé le chômage, la précarité, les inégalités.

Certains proposent d'alléger la dette publique en recourant à l'inflation. La faisabilité de cette thérapie est incertaine et son coût social, du fait de la désindexation des salaires et des retraites risque d'être élevé. On peut faire mieux comme le propose Lasaire afin d'éviter que les coups de frein budgétaires ne bloquent une reprise mondiale, déjà bien incertaine ; dans ce contexte, il convient de faire de l'assainissement financier un objectif de moyen terme, comme le propose Mme Lagarde sous sa nouvelle casquette de directrice générale du FMI² celle-ci allant même jusqu'à souligner que cette stratégie est la garantie de la crédibilité de la politique d'assainissement des finances publiques : "Qui croira qu'un engagement de comprimer les dépenses [publiques] résistera à une longue stagnation doublée d'un chômage élevé et d'un profond mécontentement social". Lasaire propose donc un traitement différencié de la dette nouvelle et de la dette ancienne ; cette dernière souscrite en connaissance de cause par des investisseurs privés qui ont empoché des primes de risques plus que substantielles pourra faire l'objet de restructuration si la solvabilité de la zone Euro l'exigeait. La dette nouvelle serait gagée par un vrai fonds de stabilité et de croissance, auquel serait assigné un double objectif : la soutenabilité de la croissance et la stabilité du système financier de chaque pays de la zone. Ce double objectif impliquerait que le fonds soit alimenté par une partie des fonds structurels et des aides régionales de l'Union Européenne, et surtout par une ressource fiscale européenne votée par le Parlement Européen ; les interventions du Fonds ne sauraient être conditionnées à une analyse favorable de la Banque Centrale Européenne, car son statut ne lui assigne pas d'objectif de soutien de la croissance.

L'accord du 21 juillet 2011 qui modifie l'architecture du FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière) et du futur MESF consacre le retour en force de l'intergouvernemental, c'est à dire de la négociation face à face entre Etats-Nations, les forts mettant leurs conditions pour secourir les faibles, en tournant le dos à la recherche de l'intérêt commun, qui pourtant est beaucoup plus que la somme des intérêts particuliers. La zone Euro est aujourd'hui au pied du mur. Pas de monnaie unique sans solidarités budgétaires. C'est une question cruciale, qui doit être mise d'urgence à l'agenda politique. Elle est de la responsabilité des dirigeants actuels comme naguère celle des dirigeants qui ont mis en place l'Euro en réponse à la chute du mur de Berlin, pour ancrer l'Allemagne en Europe. L'enjeu est aujourd'hui de franchir l'autre moitié du gué. En tout état de cause, les orientations du Pacte Euro Plus, ratifié par le Conseil européen de mars 2011, devront être revues pour tenir compte des critiques syndicales, notamment de celles de la CES.

Mais quels politiques ? Le système actuel, aussi faible et peu performant soit-il, pourrait, sous la pression des événements, finir par prendre, à retardements et à coût élevé, les décisions nécessaires. C'est dur de fonctionner avec des caïds représentant des intérêts nationaux. Ce serait tellement mieux si l'U.E - ou la zone Euro - avait une tête, une direction, un gouvernement, des moyens, des outils. Ce serait tellement mieux de sortir de la technocratie actuelle adossée à des féodaux d'Etats Nationaux ! La crise peut faire surgir le pire mais peut-être aussi le souhaitable - nécessaire - indispensable : le feu est au château et pas dans les écuries !

Michel Fried
Pierre Héritier
Joël Maurice

¹ L'économie française souffrira à proportion plus que les autres des plans d'austérité compte tenu de la dépendance de nos champions à l'égard des commandes publiques (TGV, Aérospatiale, nucléaire, etc...)

² Cf Financial Time du 16/08/2011